



Informations du Guatemala

2ème année / N°55

du 14 au 20 janvier 1984

POLITIQUE

- . Nous avons des objectifs et des méthodes communes, déclare Reagan
- . Probable remplacement de Chapin
- . Shlaudeman, le remplaçant
- . Le Guatemala après l'assistance nord-américaine
- . Le Rapport Kissinger dans la ligne du CONDECA
- . L'Argentine suspend l'aide militaire et la vente d'armes
- . Des artistes nord-américains contre l'intervention
- . Des navires nord-américains dans les eaux guatémaltèques
- . Le CONDECA de nouveau
- . Les rumeurs de coup d'Etat persistent
- . De nouvelles critiques contre le projet de loi électorale

CONTRE-INSURRECTION

- . Les militaires se réunissent d'urgence
- . L'amnistie continue

INSURRECTION

- . Les actions de l'ORPA
- . Les actions de l'EGP dans le Quiche
- . Le FAR, 21 années de lutte

DROITS DE L'HOMME

- . Selon le Ministre du Travail, les assassinats n'empêchent pas la liberté syndicale
- . Les journalistes s'opposent à la nouvelle loi sur la radio-communication
- . Des "suspects" sont arrêtés

REFUGIES

- . Ce sont des insurgés mais qu'ils rentrent, déclare le Ministre de l'Intérieur

POLITIQUE

NOUS AVONS DES OBJECTIFS ET DES METHODES COMMUNES, DECLARE REAGAN

"Nos deux pays partagent les mêmes objectifs et les mêmes qualités tels que le pluralisme, les Droits de l'Homme, la Paix, la justice sociale et le progrès économique", a déclaré, le 13 janvier, le président des Etats Unis, Ronald Reagan, en recevant les lettres de créance du nouvel ambassadeur du Guatemala à Washington, Federico Fahsen Ortega.

"Nous devons travailler ensemble pour réaliser et protéger ses idéaux", a ajouté Reagan devant l'ambassadeur guatémaltèque, dont le gouvernement a été condamné le 16 décembre dernier par l'Assemblée Générale de l'O.N.U. pour avoir massivement violé les Droits de l'Homme.

PROBABLE REMPLACEMENT DE CHAPIN

"Rien dans la vie n'est définitif, nous sommes des professionnels et nous pouvons être déplacés à n'importe quel moment", a déclaré le 18 janvier, l'ambassadeur nord-américain au Guatemala, Frederick Chapin.

Chapin a admis la possibilité que l'Administration Reagan puisse nommer à son poste le diplomate Harry Shlaudeman. "Ce sera peut-être lui l'ambassadeur, mais il n'y a rien d'officiel", a dit Chapin.

Dans les milieux diplomatiques et journalistiques de la capitale guatémaltèque, on considère comme un fait entendu le retrait de Chapin, qui est récemment rentré au Guatemala après être resté deux mois aux Etats Unis. L'ambassadeur avait été appelé "en consultation" par le Département d'Etat, après l'assassinat au Guatemala de deux fonctionnaires de l'Agence Internationale pour le Développement [A.I.D.] en novembre dernier.

SHLAUDEMAM, LE REMPLACANT

Harry Shlaudeman, vétéran de la diplomatie nord-américaine, sera prochainement désigné comme ambassadeur des Etats Unis au Guatemala, a indiqué le Washington Post du 18 janvier, citant des sources gouvernementales.

Shlaudeman a occupé récemment la charge de directeur exécutif de la Commission Kissinger, il fut sous-secrétaire adjoint aux Affaires Interaméricaines de 1973 à 1975 et de 1975 à 1976.

En 1965, il occupait une charge diplomatique à l'ambassade nord-américaine de la République Dominicaine, quand les marines des Etats Unis envahirent ce pays des Caraïbes; il fut chargé des affaires de l'ambassade de son pays à Santiago du Chili durant le processus de déstabilisation du gouvernement constitutionnel de Salvador Allende; et en 1982, il dirigea l'ambassade des Etats Unis à Buenos Aires, Argentine, durant la guerre des Malouines.

LE GUATEMALA APRES L'ASSISTANCE NORD-AMERICAINE

"Le Guatemala acceptera probablement les conditions nord-américaines afin d'obtenir le droit de recevoir l'aide massive que propose le rapport Kissinger pour la région", a déclaré le 13 janvier le chancelier Fernando Andrade Diaz-Duran, qui, cinq jours auparavant, avait assuré que son gouvernement n'accepterait pas l'assistance des Etats Unis si celle ci était conditionnée.

Le chancelier a changé de position après une entrevue avec l'ambassadeur Chapin, qui lui a officiellement remis le document en question.

Selon Andrade, Chapin lui a assuré que les suggestions du rapport Kissinger seront dans l'ensemble approuvées, avec quelques modifications, par l'Administration Reagan, et que l'assistance nord-américaine pourra se concrétiser à la fin de cette année ou au début de 1985.

LE RAPPORT KISSINGER DANS LA LIGNE DU CONDECA

Pieter Dankert, chef de la délégation du Parlement Européen qui a visité le Costa Rica le 14 janvier dernier, a affirmé que les conclusions de la commission bipartite des Etats Unis (Commission Kissinger) "ressemblent beaucoup aux solutions que propose le CONDECA (Conseil de Défense Centroaméricaine)", organisme qui réunit les armées du Guatemala, du Salvador et du Honduras.

L'ARGENTINE SUSPEND L'AIDE MILITAIRE ET LA VENTE D'ARMES

Le gouvernement argentin a décidé de suspendre la vente d'armes et l'assistance militaire aux régimes du Guatemala, du Salvador et du Honduras, a déclaré le chancelier de ce pays, Dante Caputo, en visite en Bolivie.

Le fonctionnaire argentin a dit en outre que son pays envisage le retrait des attachés militaires des ambassades de la région centroaméricaine, car son gouvernement se déclare pour la négociation, la flexibilité et la paix dans la zone.

Depuis 1980, des conseillers militaires argentins participaient aux activités antiguerrillas au Guatemala.

DES ARTISTES NORD-AMERICAINS CONTRE L'INTERVENTION

Une pétition signée par plus de 300 artistes nord-américains ou résidents dans ce pays, présentée à New York le 15 janvier, demande à la Maison Blanche de mettre fin au soutien militaire et économique aux régimes du Guatemala et du Salvador, ainsi qu'à l'appuis aux contrerévolutionnaires nicaraguayens au Honduras.

Avec la présentation de ce document, ont dit les artistes, commence une campagne contre l'intervention nord-américaine en Amérique centrale, campagne qui représente "l'indignation de millions d'artistes et d'intellectuels préoccupés par la répression des droits cruciaux et de la culture de tous ces peuples."

DES NAVIRES NORD-AMERICAINS DANS LES EAUX GUATEMALTEQUES

Une flotte de navires de guerre des Etats Unis, armés de missiles, de batteries anti-aériennes et de surface, a effectué, les 14, 15 et 16 janvier, des manoeuvres militaires conjointes avec des navires de la Marine de guerre du Guatemala dans les eaux territoriales de ce pays, dans l'Océan Atlantique.

Ces manoeuvres, selon l'Armée guatémaltèque, font parties des actes commémoratifs du 25ème anniversaire de la Marine de guerre du Guatemala.

LE CONDECA DE NOUVEAU

Le 16 janvier, au Palais National de Guatemala, se sont réunis en petit comité le colonel costaricien José Pablo Coronado, le colonel salvadorien Oscar Serrano, deux représentants militaires du Honduras et les colonels guatémaltèques Cesar Ramon Quinteros et Rodolfo Lobos Zamora, pour présenter au général Mejia Victores, en sa qualité de président du Conseil de Défense Centroaméricaine [CONDECA], le rapport d'activités pour 1983 et les projets du Conseil Permanent du Conseil de Défense Centroaméricaine [COPE-CONDECA].

Rodolfo Lobos Zamora, chef de l'Etat-major de l'Armée du Guatemala, a assuré qu'"il était normal" que le COPECONDECA **informe** le général Mejia Victores de ses activités annuelles et de ses projets.

LES RUMEURS DE COUP D'ETAT PERSISTENT

Le journaliste Ramon Zelada Carrillo et le lieutenant colonel Edgar Djalma Dominguez, sous-secrétaire à l'Information du Gouvernement ont nié, le 17 janvier, la possibilité qu'un coup d'Etat ait lieu au Guatemala, ceci face aux rumeurs persistantes dans ce sens qui ont circulé dans le pays ces jours derniers.

Le Département d'Etat américain, par la voie de son porte-parole, Alan Romberg, a déclaré que les Etats Unis s'opposeraient à un quelconque changement de gouvernement au Guatemala.

Des représentants de la Démocratie Chrétienne et du parti d'extrême droite, le Mouvement de Libération Nationale, ont confirmé les possibilités de coup d'Etat, et ils se sont accordés à dire qu'il serait nuisible pour le pays.

Vinicio Cerezo, secrétaire général des démocrates-chrétiens, a demandé aux officiers de "ne pas tomber dans le piège de la division qui favoriserait uniquement une polarisation de la guerre".

DE NOUVELLES CRITIQUES CONTRE LE PROJET DE LOI ELECTORALE

Environ trente petits groupes qui désirent s'organiser en partis politiques condamnent la loi électorale promulguée le 19 par le régime militaire, dans laquelle ils voient des défauts considérables, comme le manque de souveraineté de la future Assemblée Nationale Constituante et sa dépendance vis-à-vis de l'Exécutif.

De même, les hommes politiques signalent le danger de voir l'Armée faire pression sur les membres des patrouilles d'Autodéfense Civile pour diriger les suffrages en accord avec les intérêts des Forces Armées.

L'Ordre des avocats, pour sa part, a émis un rapport dans lequel il souligne que la loi électorale est "contraire aux principes démocratiques", et qu'elle réglemente des aspects qui devrait être définis par l'Assemblée Constituante.

La loi en question sanctionne ce qui avait été exposé antérieurement par le général Oscar Mejia Victores, car l'Assemblée Nationale Constituante ne nommera pas de président provisoire et se contentera d'élaborer la Constitution.

CONTRE-INSURRECTION

LES MILITAIRES SE REUNISSENT D'URGENCE

Le 17 janvier, les hauts chefs militaires se sont réunis d'urgence avec le général Oscar Mejia Victores, "pour étudier un plan défensif, en raison des informations obtenues par les services de renseignements militaires selon lesquelles la guerilla lancera une éventuelle offensive contre la Capitale", a informé le porte-parole officiel, Ramon Zelada Carrillo.

Zelada a ajouté que l'état d'alerte des forces de sécurité avait été décrété.

L'AMNISTIE CONTINUE

L'amnistie pour les guerrilleros et leurs collaborateurs, décrétée le 11 août 1983, a été prorogée pour 60 jours par le général Oscar Mejia Victores.

Après cinq mois de vigueur de ce décret, l'Armée n'a publié aucun résultat précis.

Selon une protestation rendue publique le 18 janvier par le Comité d'Unité paysanne (C.U.C.), les personnes que l'Armée présente comme bénéficiant de l'amnistie sont en fait des paysans persécutés et capturés par l'Armée.

INSURRECTION

LES ACTIONS DE L'ORPA

Des forces de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) ont attaqué le 16 janvier, de manière simultanée, cinq postes de police dans la capitale, faisant quinze morts parmi les policiers et causant des dégâts matériels.

Selon un communiqué de l'ORPA, les postes de police attaqués se trouvent dans les quartiers de Bethania, 6 de octubre, Ciudad Real, Santa Fe et Atlantida.

Des unités de l'ORPA ont également occupé, entre le 8 et le 11 janvier, les villes de Sicapaca, San Miguel Ixtahuacan et Concepcion Tutuapa, ainsi qu'un village de cette dernière municipalité, tout ceci dans le département occidental de San Marcos.

Des activités de propagande et des réunions politiques avec les habitants ont été réalisées dans les villages occupés.

Enfin, l'ORPA a informé que ses unités avaient tendu une embuscade, le 10 janvier, à un véhicule militaire sur la route du mirador de Santiago Atitlan, dans le département central de Solola dans laquelle l'Armée a subi sept pertes entre les morts et les blessés.

LES ACTIONS DE L'EGP DANS LE QUICHE

Les forces de l'Armée Guerrillera des Pauvres (EGP) ont tendu une embuscade le 13 aux troupes gouvernementales dans la municipalité d'Uspantan, El Quiche, dans le nord-ouest du pays, causant treize pertes.

Un communiqué de l'EGP informe en outre que durant le mois de décembre ses unités ont soutenu dans le Quiche cinq affrontements avec l'Armée, qu'elles ont par ailleurs harcelées en 18 occasions, causant au total 56 pertes dans les rangs gouvernementaux.

Un autre combat a eu lieu le 6 janvier dans la municipalité de Nebaj, El Quiche, ajoute le communiqué, dans lequel l'Armée a subi six pertes.

LE FAR, 21 ANNEES DE LUTTE

Le 14 janvier, les Forces Armées Rebelles (FAR) ont annoncé le début de la campagne "Vingt et un ans de présence combattante dans la lutte pour l'indépendance nationale et la liberté de notre peuple".

Les FAR ont annoncé que la commémoration de leurs 21 années de lutte, commencée par le commandant Luis Augusto Turcios Lima en 1963, a débuté avec l'attaque qui a détruit un hélicoptère militaire, le 12 janvier, dans la municipalité de La Libertad, Peten.

DROITS DE L'HOMME

SELON LE MINISTRE DU TRAVAIL, LES ASSASSINATS N'EMPECHENT PAS LA LIBERTE SYNDICALE

La disparition et l'assassinat de dirigeants syndicaux "ne signifient pas l'absence de liberté syndicale", a affirmé, le 11 janvier, le ministre du travail et de la prévision sociale, Carlos Padilla Natereno.

Le ministre répondait à la dénonciation formulée dix jours au paravant par Francisco Alfaro Mijangos, secrétaire général de la Confédération Syndicale du Guatemala, proche du gouvernement, qui avait signalé qu'il n'existait pas de conditions pour le regain de l'activité syndicale dans le pays.

LES JOURNALISTES S'OPPOSENT A LA NOUVELLE LOI SUR LA RADIOCOMMUNICATION

La Chambre Guatémaltèque de Journalisme (CGP) a rejeté le 17 janvier le projet de loi sur la radiocommunication que le gouvernement se propose d'émettre, parce qu'il est basé sur des "concepts absolutistes" qui affectent le droit à la liberté d'expression.

Les lois sur la communication promulguées au Guatemala "ont été, pour les différents gouvernements, des instruments de pression et d'abus de pouvoir de la part des fonctionnaires", ce que le gouvernement actuel veut continuer à faire, conclue le communiqué de la CGP.

DES "SUSPECTS" SONT ARRETES

Plus de 320 personnes ont été arrêtées pendant les opérations de contrôle de la police effectuées les 14 et 18 janvier dans la ville de Guatemala, a informé, le 19, le colonel de la police, Mario Ramirez Ruiz.

Selon le porte-parole de la police, ces personnes ont été arrêtées "comme suspects".

REFUGIES

CE SONT DES INSURGES, MAIS QU'ILS RENTRENT, DECLARE LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

Le 12 janvier dernier, le Ministre de l'Intérieur, Gustavo Adolfo Lopez Sandoval, a affirmé que les guatémaltèques réfugiés au Mexique "sont des insurgés" qui "font de fréquentes incursions dans les villages guatémaltèques frontaliers pour provoquer des problèmes".

"Les discussions avec Mexico sur le retour de ces familles ont avancées", a ajouté Lopez Sandoval. "Le gouvernement guatémaltèque considère que, n'ayant aucun risque de persécution politique contre les réfugiés, ceux-ci doivent rentrer dans leurs régions d'origine, qui sont maintenant devenues des zones totalement pacifiques", a terminé le ministre.

Pour sa part, le Comité d'Unité Paysanne (CUC) a déclaré, le 13 janvier, que la principale revendication des paysans guatémaltèques réfugiés dans d'autres pays ou dans les montagnes du Guatemala est de rentrer chez eux, mais non sous le contrôle et la terreur auxquels les ont déjà soumis l'Armée.